

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/47569]

9 NOVEMBRE 2023. — Décret portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la jeunesse (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 1°, les mots « conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, telle que modifiée » sont remplacés par les mots « conformément au Code des sociétés et des associations, et en respecter les prescrits ; » ;

2° au § 1^{er}, 6°, les mots « décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse » sont remplacés par les mots « décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse » ;

3° au § 1^{er}, le 13°, est remplacé par ce qui suit : « 13° assurer la formation continuée d'un minimum de cinq jours par an pour l'ensemble du personnel, et, notamment en matière de gestion d'ASBL et de comptabilité pour les gestionnaires de l'ASBL (direction, coordonnateur, attaché administratif, attaché comptable, délégué à la gestion journalière, etc.), sauf lorsque les connaissances requises en ces matières sont réputées connues par les gestionnaires de l'ASBL en raison de leurs qualifications ou de leur expérience professionnelle. ».

Art. 2. Dans le même décret, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit : « Art. 2/1. L'association est tenue d'organiser au moins une assemblée générale au cours de l'année civile concernée et au minimum une réunion de l'organe d'administration par semestre. ».

Art. 3. A l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3 du même décret, les mots « , telle que visée à l'alinéa 1^{er}, 7°, » sont insérés entre les mots « La zone d'action » et les mots « est la zone géographique » ;

2° il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit : « § 2. L'association respecte les dispositions du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 4. Dans le même décret, l'article 4, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit : « § 2. L'association respecte les dispositions du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 5. Dans l'article 5 du même décret, les mots « décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse » sont remplacés par les mots « décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ».

Art. 6. Dans le même décret, l'article 6, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit : « § 2. L'association respecte les dispositions du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 7. Dans l'article 7 du même décret, les mots « décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse » sont remplacés par les mots « décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ».

Art. 8. Dans l'article 8, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour obtenir l'agrément comme fédération et le conserver, une association doit respecter les conditions suivantes :

1° fédérer au moins :

- a) soit quinze maisons de jeunes agréées ;
- b) soit cinq centres de rencontres et d'hébergement agréés ;
- c) soit cinq centres d'information des jeunes agréés ;

2° assurer, en faveur de ses membres, les missions suivantes :

- a) la coordination et la mise en réseau des membres ;
- b) la formation interne et externe des membres, des jeunes, des professionnels et des volontaires ;
- c) les services aux membres, en ce compris accompagner à la formation des membres en matière de gestion d'ASBL ;
- d) l'accompagnement pédagogique, le soutien méthodologique et l'échange des pratiques professionnelles, en ce compris l'accompagnement des membres dans leurs démarches afin de respecter les dispositions du présent décret et du Code des sociétés et des associations ;
- e) la réalisation et la gestion de projets ;
- f) la réalisation d'outils d'information, de réflexion et de supports pédagogiques et la valorisation des actions et projets de ses membres ;
- g) assurer la représentation d'associations agréées dans le cadre du présent décret ;

3° s'assurer que le personnel dispose des connaissances nécessaires à la gestion d'ASBL, notamment par le suivi de formations en lien avec la gestion et la comptabilité d'ASBL. » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « dénombrement prévu à l'alinéa 1^{er}, 3°, du présent article » sont remplacés par les mots « dénombrement prévu à l'alinéa 1^{er}, 1°, du présent article. ».

Art. 9. Dans l'article 13 du même décret, les mots « reconnue dans la catégorie mouvement dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse » sont remplacés par les mots « reconnue dans les catégories visées aux articles 6 et 7 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ».

Art. 10. A l'article 15, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « pour une durée maximale de 6 ans » sont remplacés par les mots « pour une durée maximale de deux ans » ;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1 et 2 :

« Pour les associations ayant obtenu la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} avant le 30 décembre 2022, le délai de deux ans prend cours à dater du 1^{er} janvier 2023.

Le Gouvernement détermine les qualifications minimales requises pour exercer la fonction d'animateur coordonnateur qualifié visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 11. Dans l'article 43 du même décret, les mots « décret du 20 juin 1980 » sont remplacés par les mots « décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ».

Art. 12. Dans l'article 44 du même décret, les mots « décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse » sont remplacés par les mots « décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ».

Art. 13. A l'article 47bis, les mots « complète, telle que prévue par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en son article 17, § 3, et les arrêtés d'application pris en application de cette loi ; » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations. ».

Art. 14. A l'article 49, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'association est tenue de communiquer pour le 30 juin au plus tard au Gouvernement ses comptes annuels, soumis à l'examen d'un vérificateur aux comptes ou du commissaire visé à l'article 3.47, § 6, du Code des sociétés et des associations, approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente.

Le Gouvernement détermine les documents justificatifs et les modalités pratiques selon lesquelles ces documents sont transmis par les associations. ».

Art. 15. Il est ajouté un article 50/1 rédigé comme suit :

« Art. 50/1. - § 1^{er}. L'organe d'administration de l'association établit un processus interne de double validation et de contrôle des dépenses. Cette double validation et ce contrôle des dépenses peuvent être opérés à priori et/ou à postériori.

L'association transmet annuellement un descriptif du processus interne de double validation et de contrôle des dépenses dans le cadre de la transmission des comptes annuels, telle que visée à l'article 49, alinéa 2.

§ 2. Le processus interne de double validation et de contrôle des dépenses, établi par l'organe d'administration, détermine la personne ou les personnes responsables pour les étapes entourant l'engagement d'une dépense, à savoir les processus de décision, de validation, de paiement et d'écriture comptable. ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse*

Art. 16. A l'article 5, § 1^{er}, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 7°/1 rédigé comme suit : « 7/1° assurer la formation continuée d'un minimum de cinq jours par an pour l'ensemble du personnel et, notamment, en matière de gestion d'ASBL et de comptabilité pour les gestionnaires de l'ASBL (direction, coordonnateur, attaché administratif, attaché comptable, délégué à la gestion journalière, ...) , sauf lorsque les connaissances requises en ces matières sont réputées connues par les gestionnaires de l'ASBL en raison de leurs qualifications ou de leur expérience professionnelle. » ;

2° le 8° est remplacé comme suit : « 8° être constituées en associations sans but lucratif, conformément au Code des sociétés et des associations, et en respecter les prescrits ; » ;

3° au 13°, les mots « telle que prévue par ou en vertu de l'article 17, § 3, de la loi du 27 juin 1921 précitée » sont remplacés par les mots « conformément au Code des sociétés et des associations » ;

4° à l'alinéa 2, le signe « ; » est remplacé par le signe « . ».

Art. 17. Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Les O.J. sont tenues d'organiser au moins une assemblée générale au cours de l'année civile concernée et au minimum un organe d'administration par semestre. ».

Art. 18. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 4° rédigé comme suit : « 4° s'assurer que le personnel dispose des connaissances nécessaires à la gestion d'ASBL par le suivi de formations en lien avec la gestion et la comptabilité d'ASBL. » ;

2° le même article, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit : « § 2. Les services aux membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, c), consistent notamment en :

1° accompagner à la formation de leurs membres, notamment en matière de gestion d'ASBL, sauf lorsque les connaissances requises en ces matières sont réputées connues par les gestionnaires de l'ASBL en raison de leurs qualifications ou de leur expérience professionnelle ;

2° accompagner leurs membres dans leurs démarches afin de respecter les dispositions du présent décret et du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 19. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 4° rédigé comme suit : « 4° s'assurer que le personnel dispose des connaissances nécessaires à la gestion d'ASBL, notamment par le suivi de formations en lien avec la gestion et la comptabilité d'ASBL. » ;

2° le même article, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit : « § 2. Les services aux membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, c), consistent notamment en :

1° accompagner à la formation de leurs membres notamment en matière de gestion d'ASBL ;

2° accompagner leurs membres dans leurs démarches afin de respecter les dispositions du présent décret et du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 20. A l'article 71 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'association est tenue de communiquer pour le 30 juin au plus tard au Gouvernement ses comptes annuels, soumis à l'examen d'un vérificateur aux comptes ou du commissaire visé à l'article 3.47, § 6, du Code des sociétés et des associations, approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente.

Le Gouvernement détermine les documents justificatifs et les modalités pratiques selon lesquelles ces documents sont transmis par les associations. ».

Art. 21. Il est ajouté un article 72/1 rédigé comme suit :

« Art. 72/1. - § 1^{er}. L'organe d'administration de l'association établit un processus interne de double validation et de contrôle des dépenses. Cette double validation et ce contrôle des dépenses peuvent être opérés à priori et/ou à postériori.

L'association transmet annuellement un descriptif du processus interne de double validation et de contrôle des dépenses dans le cadre de la transmission des comptes annuels, telle que visée à l'article 71, alinéa 3.

§ 2. Le processus interne de double validation et de contrôle des dépenses détermine la personne ou les personnes responsables pour les étapes entourant l'engagement d'une dépense, à savoir les processus de décision, de validation, de paiement et d'écriture comptable. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions portant l'obligation pour certaines organisations relevant de la Jeunesse de contrôler un extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, pour certains collaborateurs*

Art. 22. Le présent chapitre s'applique aux associations qui proposent une activité visée à l'article 2 du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, ou qui sont agréées comme maison de jeunes, centre de rencontres et d'hébergement ou centre d'information des jeunes conformément aux articles 3 à 6 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, ou qui sont agréées comme organisation de jeunesse ou groupements de jeunes conformément à l'article 3 et 36 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

Art. 23. Les organisations visées à l'article 22 du présent décret, contrôlent la bonne conduite de chaque nouveau collaborateur lors de son embauche, ce qui inclut au moins un comportement irréprochable vis-à-vis des mineurs, si les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

1° l'activité que le collaborateur exercera pour l'organisation relève de l'animation ou de l'encadrement de mineurs tels que visés à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle ;

2° le collaborateur aura un contact direct avec des mineurs de manière structurelle dans le cadre de l'activité ;

3° le collaborateur est une personne majeure au moment de l'embauche ;

4° le collaborateur est embauché selon l'un des modes suivants :

a) par le biais d'un contrat, directement avec la personne physique concernée ou indirectement par le biais d'une personne morale ;

b) par le biais d'une nomination unilatérale ;

c) conformément à la loi du 03 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

En vue du contrôle visé à l'alinéa premier, l'intéressé remet, durant les quatre mois précédant la date de l'embauche, un extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, ne datant pas de plus d'un mois au moment de la remise. Un document équivalent à l'extrait du casier judiciaire susmentionné et qui est délivré par d'autres États membres de l'Union européenne ou par des États y assimilés au niveau de l'accès à l'exercice d'activités professionnelles, est également accepté.

Lors du contrôle visé à l'alinéa premier, de l'extrait du casier judiciaire remis, visé à l'alinéa 2, la nature de la condamnation est prise en compte selon les critères suivants :

a) le fait qu'il s'agisse d'une condamnation pour des faits commis à l'égard d'un mineur ;

b) le caractère inconciliable avec une activité d'encadrement ou d'animation à l'égard d'un mineur ;

c) la condamnation pour des faits à caractère sexuel ;

d) la condamnation pour des faits violents portant atteinte à l'intégrité physique ;

e) la condamnation pour des faits à caractère terroriste ;

f) la condamnation pour des faits à caractère raciste ou xénophobe ;

g) la condamnation pour des faits de harcèlement.

Le contrôle visé à l'alinéa premier concerne également les condamnations pour des tentatives d'infraction reprises à l'alinéa précédent.

Le contrôle visé à l'alinéa premier est réalisé tous les 3 ans à l'égard des collaborateurs engagés qui remplissent les conditions cumulatives visées à l'alinéa 1^{er}.

Le contrôle visé à l'alinéa premier, est également effectué pour tout collaborateur qui, en raison d'un changement de l'activité qu'il devait exercer pour l'organisation, remplit les conditions visées à l'alinéa premier, tandis que tel n'était pas le cas avant le changement d'activité.

Le contrôle visé à l'alinéa premier, peut exceptionnellement être répété pour un collaborateur s'il existe une indication fondée à cet effet. Dans ce cas, l'organisation demande au collaborateur, de manière motivée, de remettre un nouvel extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle. L'alinéa premier, 1°, ne s'applique pas dans ce cas.

Art. 24. Par dérogation à l'article 23 du présent décret, l'organisation qui embauche le collaborateur ne procède pas à un contrôle et l'intéressé ne remet pas d'extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° l'intéressé a déjà remis un tel extrait du casier judiciaire à l'organisation qui l'embauche au cours de l'année écoulée dans le cadre d'une embauche antérieure et l'intéressé a été effectivement embauché à ce moment-là ;

2° le collaborateur est embauché par le biais d'un contrat avec une personne morale, et cette personne morale confirme que le contrôle a déjà été effectué au moment de l'embauche de ce collaborateur ;

3° le contrat visé à l'article 23, alinéa 1^{er}, 4°, a), du présent décret est un contrat de services et ne vise aucune coopération structurelle entre l'organisation qui embauche le collaborateur concerné et ce dernier.

Par dérogation à l'article 23, alinéa 1^{er}, 4°, c), du présent décret, le Gouvernement détermine l'âge minimal, les associations ou secteurs, ainsi que les cas de figure, pour lesquels le contrôle visé à l'article 23 du présent décret, ne s'applique pas aux collaborateurs embauchés conformément à la loi du 03 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Dans le cadre de la dérogation visée à l'alinéa précédent, le Gouvernement dispense ces collaborateurs de remettre un extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, lorsque la limitation du droit à la vie privée à l'égard de ces collaborateurs ou leur assimilation à des collaborateurs professionnels ne repose pas sur une justification raisonnable ou n'est pas proportionnée à l'objectif du présent décret, à savoir la protection des mineurs.

Art. 25. § 1^{er}. Dans le présent article, on entend par règlement général sur la protection des données : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 2. Le traitement des données à caractère personnel se limite au contrôle visé à l'article 23.

Les personnes dont les données à caractère personnel, visées à l'alinéa premier, peuvent être traitées, sont les collaborateurs à embaucher, visés à l'article 23, alinéa premier, et les collaborateurs, visés à l'article 23, alinéas 4 et 5.

§ 3. Les organisations visées à l'article 22 du présent décret, prennent les mesures appropriées afin de garantir la sécurité des données à caractère personnel visées au paragraphe 2.

Les extraits du casier judiciaire sont conservés pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux fins du contrôle visé à l'article 23. Les extraits du casier judiciaire sont détruits après que la décision finale sur l'embauche du collaborateur a été prise ou, dans le cas de l'article 23, alinéas 4 ou 5, après que le contrôle de l'extrait du casier judiciaire a été achevé et que les mesures appropriées ont été prises. L'utilisation ultérieure de ces données est interdite.

Les organisations visées à l'article 22, prennent les mesures appropriées en vue de la transparence à l'égard des intéressés. Ces mesures visent entre autres à rendre le règlement global en matière de traitement des données dans le cadre du présent décret suffisamment clair pour les intéressés. La communication à ce sujet est mise à disposition sous forme concise, transparente, compréhensible et facilement accessible, et formulée en des termes clairs et simples.

Art. 26. Le Gouvernement évalue les dispositions du présent chapitre quatre ans après sa date d'entrée en vigueur.

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mai 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 595-1 – Amendement(s) en commission, n° 595-2 – Rapport de commission, n° 595-3 – Amendement(s) en séance, n° 595-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 595-5.

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 08 novembre 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/47569]

9 NOVEMBER 2023. — Decreet houdende diverse bepalingen betreffende het bestuur en het toezicht in de jeugdsector (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties*

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden de woorden «overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoochmerk, de internationale verenigingen zonder winstoochmerk en de stichtingen, zoals gewijzigd » vervangen door de woorden « overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en de vereisten ervan naleven ; » ;

2° in § 1, 6°, worden de woorden « decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jongerenorganisaties » vervangen door de woorden « decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties » ;

3° in § 1, wordt 13° vervangen als volgt : « 13° zorgen voor een voortgezette opleiding van minimaal vijf dagen per jaar voor al het personeel, en in het bijzonder op het gebied van het beheer van de vzw en de boekhouding voor beheerders van de vzw (directie, coördinator, bestuurlijk attaché, boekhoudkundig attaché, gedelegeerde aan het dagelijks bestuur, enz.), behalve wanneer de in deze aangelegenheden vereiste kennis door de beheerders van de vzw bekend wordt geacht vanwege hun kwalificaties of beroepservaring. ».

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 2/1. De vereniging is ertoe gehouden ten minste één algemene vergadering tijdens het betrokken kalenderjaar en ten minste één vergadering van het bestuursorgaan per semester te organiseren. ».

Art. 3. In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid van hetzelfde decreet worden de woorden « , zoals bedoeld in het eerste lid, 7°, » ingevoegd tussen de woorden « Het actiegebied » en de woorden « is de geografische zone » ;

2° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt : « § 2. De vereniging leeft de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen na. ».

Art. 4. In hetzelfde decreet, wordt artikel 4, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt : « § 2. De vereniging leeft de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen na. ».

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de woorden « decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jongerenorganisaties » vervangen door de woorden « decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties ».

Art. 6. In hetzelfde decreet, wordt artikel 6, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt : « § 2. De vereniging leeft de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen na. ».

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden « decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jongerenorganisaties » vervangen door de woorden « decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties ».

Art. 8. In artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Om de erkenning als federatie te verkrijgen en te behouden, moet een vereniging de volgende voorwaarden naleven :

1° minstens in een federatie verenigen ;

a) hetzij vijftien erkende jeugdhuizen ;

b) hetzij vijf erkende ontmoetings- en accommodatiecentra ;

c) hetzij vijf erkende jongeren informatiecentra ;

2° ten gunste van haar leden de volgende opdrachten uitvoeren :

a) de coördinatie en netwerking van de leden ;

b) de interne en externe opleiding van de leden, de jongeren, de professionelen en de vrijwilligers ;

c) de diensten aan de leden, met inbegrip van de begeleiding naar de opleiding van de leden inzake het beheer van de vzw ;

d) educatieve begeleiding, methodologische ondersteuning en de uitwisseling van beroepspraktijken, inclusief begeleiding van de leden bij hun inspanningen om de bepalingen van dit decreet en van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen na te leven ;

e) de ontwikkeling en het beheer van projecten ;

f) het creëren van informatie-instrumenten, reflectie- en educatieve ondersteuning en de promotie van de acties en projecten van haar leden ;

g) zorgen voor de vertegenwoordiging van erkende verenigingen in het kader van dit decreet ;

3° ervoor zorgen dat het personeel over de nodige kennis beschikt over het beheer van de vzw, inzonderheid door het volgen van opleidingen in verband met het beheer en de boekhouding van de vzw. » ;

2° in het derde lid worden de woorden « het eerste lid, 3° van dit artikel bedoelde telling » vervangen door de woorden « het eerste lid, 1° van dit artikel bedoelde telling. ».

Art. 9. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden « erkend in de categorie beweging in het raam van het decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties » vervangen door de woorden « erkend in de categorieën bedoeld in de artikelen 6 en 7 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties ».

Art. 10. In artikel 15, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « voor een maximale duur van zes jaar » worden vervangen door de woorden « voor een maximale duur van twee jaar » ;

2° tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor verenigingen die vóór 30 december 2022 de afwijking bedoeld in het eerste lid hebben verkregen, gaat de termijn van twee jaar in op 01 januari 2023.

De Regering stelt de minimumkwalificaties vast die nodig zijn om de functie van bekwaam coördinator-animator bedoeld in het eerste lid, uit te oefenen. ».

Art. 11. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de woorden « decreet van 20 juni 1980 » vervangen door de woorden « decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties ».

Art. 12. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de woorden « decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jongerenorganisaties » vervangen door de woorden « decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties ».

Art. 13. In artikel 47*bis* worden de woorden « voeren, zoals bepaald bij de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen in haar artikel 17, § 3, en de toepassingsbesluiten ter uitvoering genomen van deze wet ; » vervangen door de woorden « aan het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen. ».

Art. 14. In artikel 49 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De vereniging is ertoe gehouden tegen 30 juni ten laatste aan de Regering haar jaarrekeningen mede te delen, onder voorbehoud van onderzoek door een verificateur van de rekeningen of de commissaris bedoeld in artikel 3.47, § 6, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, goedgekeurd door haar algemene vergadering en die betrekking hebben op het voorgaande kalenderjaar.

De Regering bepaalt de bewijsdocumenten en de praktische nadere regels volgens welke deze documenten door de verenigingen worden bezorgd. ».

Art. 15. Er wordt een paragraaf 50/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 50/1. - § 1. Het bestuursorgaan van de vereniging zet een intern proces op van dubbele validatie en controle van de uitgaven. Deze dubbele validatie en deze controle van de uitgaven kunnen a priori en/of a posteriori worden uitgevoerd.

De vereniging zendt jaarlijks een beschrijving door van het interne proces van dubbele validatie en controle van de uitgaven in het kader van de verzending van de jaarrekening, zoals bedoeld in artikel 49, tweede lid.

§ 2. Het interne proces van dubbele validatie en controle van uitgaven, ontwikkeld door het bestuursorgaan, bepaalt de persoon of personen die verantwoordelijk zijn voor de fasen rond de vastlegging van een uitgave, namelijk de beslissing, validatie, betaling en boekingen. ».

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties

Art. 16. In artikel 5, § 1, van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een 7°/1 ingevoegd, luidend als volgt : « 7/1° zorgen voor een voortgezette opleiding van minimaal vijf dagen per jaar voor al het personeel, en in het bijzonder op het gebied van het beheer van de vzw en de boekhouding voor beheerders van de vzw (directie, coördinator, bestuurlijk attaché, boekhoudkundig attaché, gedelegeerde aan het dagelijks bestuur, enz.), behalve wanneer de in deze vakken vereiste kennis door de beheerders van de vzw bekend wordt geacht vanwege hun kwalificaties of beroepservaring. » ;

2° 8° wordt vervangen als volgt : « 8° opgericht zijn als verenigingen zonder winstoogmerk overeenkomstig het Wetboek voor Vennootschappen en Verenigingen, en de vereisten ervan naleven » ;

3° in 13° worden de woorden « zoals bepaald door of krachtens artikel 17, § 3, van voornoemde wet van 27 juni 1921 » vervangen door de woorden « overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen » ;

4° in het tweede lid wordt het teken « ; » vervangen door het teken « . ».

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/1. De jeugdorganisaties zijn ertoe gehouden ten minste één algemene vergadering tijdens het betrokken kalenderjaar en ten minste één vergadering van het bestuursorgaan per semester te organiseren. ».

Art. 18. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt : 4° ervoor zorgen dat het personeel over de nodige kennis beschikt over het beheer van de vzw door het volgen van opleidingen in verband met het beheer en de boekhouding van de vzw. » ;

2° hetzelfde artikel waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt : « § 2. De diensten aan de leden bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, c) bestaan in het bijzondere uit :

1° de steun aan opleidingen van hun leden, met name op het gebied van het beheer van de vzw, behalve wanneer de kennis vereist voor deze vakken geacht bekend te zijn door de beheerders van de vzw op grond van hun kwalificaties of beroepservaring ;

2° de ondersteuning van hun leden in hun inspanningen om de bepalingen van dit decreet en van het Wetboek voor vennootschappen en verenigingen na te leven. ».

Art. 19. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt : 4° ervoor zorgen dat het personeel over de nodige kennis beschikt over het beheer van de vzw, inzonderheid door het volgen van opleidingen in verband met het beheer en de boekhouding van de vzw. » ;

2° hetzelfde artikel waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt : « § 2. De diensten aan de leden bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, c) bestaan in het bijzondere uit :

1° de steun aan opleidingen van hun leden inzonderheid op het gebied van het beheer van de vzw ;

2° de ondersteuning van hun leden in hun inspanningen om de bepalingen van dit decreet en van het Wetboek voor vennootschappen en verenigingen na te leven. ».

Art. 20. In artikel 71 van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De vereniging is ertoe gehouden tegen 30 juni ten laatste aan de Regering haar jaarrekeningen mede te delen, onder voorbehoud van onderzoek door een verificateur van de rekeningen of de commissaris bedoeld in artikel 3.47, § 6, van het Wetboek van Vennootschappen en Vennootschappen, goedgekeurd door haar algemene vergadering en die betrekking hebben op het voorgaande kalenderjaar.

De Regering bepaalt de bewijsdocumenten en de praktische nadere regels volgens welke deze documenten door de verenigingen worden bezorgd. ».

Art. 21. Er wordt een paragraaf 72/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 72/1. - § 1. Het bestuursorgaan van de vereniging zet een intern proces op van dubbele validatie en controle van de uitgaven. Deze dubbele validatie en deze controle van de uitgaven kunnen a priori en/of a posteriori worden uitgevoerd.

De vereniging zendt jaarlijks een beschrijving door van het interne proces van dubbele validatie en controle van de uitgaven in het kader van de verzending van de jaarrekeningen, zoals bedoeld in artikel 71, derde lid.

§ 2. Het interne proces van dubbele validatie en controle van uitgaven, ontwikkeld door het bestuursorgaan, bepaalt de persoon of personen die verantwoordelijk zijn voor de fasen rond de vastlegging van een uitgave, namelijk de beslissing, validatie, betaling en boekingen. ».

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen houdende de verplichting voor bepaalde organisaties om een uittreksel uit het strafregister als vermeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, te controleren voor bepaalde medewerkers*

Art. 22. Dit hoofdstuk is van toepassing op verenigingen die een activiteit bedoeld in artikel 2 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra aanbieden, of die erkend zijn als jeugdhuizen, ontmoetings- en huisvestingscentra of informatiecentra overeenkomstig de artikelen 3 tot 6 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, of die erkend zijn als jeugdorganisaties of jeugdgroeperingen overeenkomstig artikel 3 en 36 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties.

Art. 23. De organisaties bedoeld in artikel 22 van dit decreet controleren het goed gedrag van elke nieuwe medewerker bij zijn aanwerving, waaronder in ieder geval een onberispelijk gedrag tegenover minderjarigen, indien de volgende voorwaarden cumulatief vervuld zijn :

1° de activiteit die de medewerker voor de organisatie zal uitvoeren, valt onder animatie of begeleiding van minderjarigen zoals bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering ;

2° de medewerker zal in het kader van de activiteit op structurele basis rechtstreeks contact hebben met minderjarigen ;

3° de medewerker is een meerderjarige persoon op het ogenblik van de aanstelling ;

4° de medewerker wordt op een van de volgende wijzen aangesteld :

a) door middel van een overeenkomst, rechtstreeks met de betrokken natuurlijke persoon of onrechtstreeks via een rechtspersoon ;

b) door middel van een eenzijdige benoeming ;

c) overeenkomstig de wet van 03 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

Met het oog op de controle bedoeld in het eerste lid legt de betrokkene tijdens de vier maanden voorafgaand aan de datum van aanstelling een uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, dat op het ogenblik van het voorleggen maximaal één maand oud is, voor. Een document dat gelijkwaardig is aan het voormelde uittreksel uit het strafregister en dat is verleend door andere lidstaten van de Europese Unie of door staten die ermee gelijkgesteld zijn op het vlak van de toegang tot het uitoefenen van beroepswerkzaamheden wordt ook in aanmerking genomen.

Bij de controle bedoeld in het eerste lid, van het voorgelegde uittreksel uit het strafregister bedoeld in het tweede lid, wordt rekening gehouden met de aard van de veroordeling volgens de volgende criteria :

a) het feit of het gaat om een veroordeling wegens feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige ;

b) het onverenigbare karakter van een ondersteunings- of animatieactiviteit met betrekking tot een minderjarige ;

c) de veroordeling wegens daden van seksuele aard ;

d) de veroordeling wegens gewelddadige handelingen die de fysieke integriteit aantasten ;

e) de veroordeling wegens daden van terroristische aard ;

f) de veroordeling wegens daden van racistische of xenofobe aard ;

g) de veroordeling wegens daden van pesten.

De controle bedoeld in het eerste lid heeft ook betrekking op de veroordelingen wegens pogingen tot misdrijven opgenomen in het vorige lid.

De controle bedoeld in het eerste lid wordt om de drie jaar uitgevoerd ten opzichte van de aangestelde medewerkers die de cumulatieve voorwaarden bedoeld in het eerste lid vervullen.

De controle bedoeld in het eerste lid wordt ook uitgevoerd voor elke medewerker die door een wijziging van de activiteit die de medewerker voor de organisatie moest uitvoeren, voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, terwijl dat voor de wijziging van de activiteit niet het geval was.

De controle bedoeld in het eerste lid kan uitzonderlijk opnieuw worden uitgevoerd voor een medewerker indien daar een gegronde indicatie voor is. In dat geval verzoekt de organisatie de medewerker op gemotiveerde wijze om een nieuw uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering. Het eerste lid, 1°, is niet van toepassing in dit geval.

Art. 24. In afwijking van artikel 23 van dit decreet voert de organisatie die de medewerker aanstelt geen controle uit en legt de betrokkene geen uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, voor, indien een van de volgende voorwaarden is vervuld :

1° de betrokkene heeft ten aanzien van de organisatie die hem aanstelt in de loop van het voorbije jaar reeds een dergelijk uittreksel uit het strafregister voorgelegd in het kader van een vorige aanstelling en de betrokkene is toen effectief aangesteld ;

2° de medewerker wordt aangesteld door middel van een overeenkomst met een rechtspersoon, en die rechtspersoon bevestigt dat de controle reeds bij de aanstelling van die medewerker is doorgevoerd ;

3° de overeenkomst bedoeld in artikel 23, eerste lid, 4°, a), van dit decreet is een dienstenovereenkomst en beoogt geen structurele samenwerking tussen de organisatie die de medewerker aanstelt en de betrokken medewerker.

In afwijking van artikel 23, eerste lid, 4°, c), van dit decreet bepaalt de regering de minimumleeftijd, de verenigingen of sectoren, evenals de gevallen waarvoor de controle bedoeld in artikel 23 van dit decreet niet van toepassing is op medewerkers aangesteld overeenkomstig de wet van 03 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

In het kader van de afwijking bedoeld in het vorige lid, stelt de Regering deze medewerkers vrij van het verstrekken van een uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, wanneer de beperking van het recht op privéleven ten aanzien van deze medewerkers of hun gelijkgeschakeling met professionele medewerkers niet gebaseerd is op een redelijke verantwoording of niet evenredig is met de doelstelling van dit decreet, met name de bescherming van minderjarigen.

Art. 25. § 1. In dit artikel wordt verstaan onder algemene verordening gegevensbescherming: de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

§ 2. De verwerking van persoonsgegevens beperkt zich tot de controle bedoeld in artikel 23.

De personen van wie de persoonsgegevens bedoeld in het eerste lid kunnen worden verwerkt, zijn de aan te stellen medewerkers bedoeld in artikel 23, eerste lid, en de medewerkers bedoeld in artikel 23, vierde en vijfde lid.

§ 3. De organisaties bedoeld in artikel 22 van dit decreet nemen de passende maatregelen ter beveiliging van de persoonsgegevens vermeld in paragraaf 2.

De uittreksels uit het strafregister worden niet langer bewaard dan noodzakelijk is voor de controle bedoeld in artikel 23. De uittreksels uit het strafregister worden vernietigd nadat de definitieve beslissing omtrent de aanstelling van de medewerker is genomen of, in geval van artikel 23, vierde of vijfde lid, nadat de controle van het uittreksel uit het strafregister voltooid is en de passende maatregelen genomen worden. Verder gebruik van deze gegevens is verboden.

De organisaties bedoeld in artikel 22 nemen de passende maatregelen met het oog op transparantie ten aanzien van betrokkenen. Deze maatregelen hebben onder meer tot doel dat de globale regeling inzake gegevensverwerking in het kader van dit decreet voldoende duidelijk is voor de betrokkenen. De communicatie hieromtrent wordt ter beschikking gesteld in een beknopte, transparante, begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke vorm en in duidelijke en eenvoudige taal.

Art. 26. De Regering evalueert de bepalingen van dit hoofdstuk vier jaar na de datum van de inwerkingtreding ervan.

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 1 mei 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 november 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op Wallonie-
Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement – Ontwerp van decreet, nr. 595-1 – Commissieamendement(en), nr. 595-2 –
Commissieverslag, nr. 595-3 – Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 595-4 – Tekst aangenomen tijdens de
plenaire vergadering, nr. 595-5.

Integraal verslag – Bespreking en aanneming – Vergadering van 08 november 2023.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/47707]

**9 NOVEMBRE 2023. — Décret portant diverses mesures
relatives à l'enseignement supérieur et à la formation initiale des enseignants (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités*

Article 1^{er}. A l'article 28, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, la ligne suivante :

10	Sciences psychologiques et de l'éducation	A
----	---	---

est remplacée par la ligne :

10	Sciences psychologiques	A
----	-------------------------	---

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 2. Les alinéas 2 et 3 de l'article 15 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française sont remplacés par ce qui suit :

« Pour déterminer la charge d'enseignement, les domaines d'étude, en référence à l'annexe II du décret Paysage, sont classés pour le financement dans les groupes suivants :

Domaine d'étude		Pondération par type d'enseignement	
		Type court	Type long
5	Information et communication	C	C
6	Sciences politiques et sociales	C	C
7	Sciences juridiques	A	B
9	Sciences économiques et de gestion	A	B